PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Quotidienne.

	Un An.	6 Mois.	3 Mois.	1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS....	$12.00	$6.00	$3.00	$1.00
POUR L'ETRANGER.....	$15.15	$7.55	$3.75	$1.30

Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.

	Un An.	6 Mois.	4 mois.	3 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....	$3.00	$1.50	$1.00	75 cts
POUR L'ETRANGER.....	$4.00	$2.05	$1.35	$1.05

Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTERATURE, — PRO ARIS ET FOCIS — SCIENCES, ARTS.

Seul Journal Français Quotidien au Sud — NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 24 AVRIL 1896. — Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., Second Class Matter.

☞ POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENTES ET LOCATIONS, ETC., QUI SE SOLDENT AU PRIX REDUIT DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE.

La crise gouvernementale en France.

(L'article qui suit était écrit quand nous est arrivée la nouvelle de la démission du cabinet Bourgeois. Ce qui s'est passé à la Chambre, après la retraite des ministres, ne peut rien y changer. Suivant nous, la crise reste entière, la situation n'est guère améliorée.)

Le pouvoir parlementaire a ses défauts, ses dangers même, surtout quand il est exercé par une seule Chambre, comme du temps de la grande révolution française.

On en a fait la triste expérience, à cette époque et, depuis lors, on en est sagement revenu au système anglais, composé de deux chambres jouissant d'une égale influence et sans l'appui desquelles aucun cabinet ne peut subsister.

C'est contre cet état de choses que le ministère Bourgeois a tenté récemment de s'insurger, en restant au pouvoir, malgré les blâmes successifs que lui a obstinément infligés le sénat.

En Angleterre, l'autorité de la Chambre Haute est sacrée. Nous avons vu, il n'y a pas longtemps, M. Gladstone, malgré son incomparable popularité, s'incliner respectueusement devant elle.

Aux Etats-Unis, cette autorité est plus puissante encore et l'exécutif est obligé souvent de compter avec le Sénat, plus qu'avec la Chambre des Représentants.

Pourquoi en est-il autrement en France ? Nous l'ignorons. Mais ce qu'il y a de certain, c'est que les radicaux qui, par suite d'une maladresse de la Chambre des Députés, détenaient le pouvoir, s'y cramponnaient, malgré le Sénat, et ne voulaient pas se retirer, bien que ce dernier leur eut nettement signifié leur congé.

Le fonctionnement du système parlementaire se trouvait ainsi momentanément arrêté. Que, suivant toutes les traditions, M. Bourgeois fût forcé de se retirer, cela ne fait pas question; et, si les choses devaient se passer conformément aux règles établies, la crise serait terminée dans un jour ou deux. Le cabinet s'inclinerait devant le Sénat, comme l'a fait M. Gladstone, il y a deux ans, devant la Chambre des Lords; comme, ici même, vient de s'incliner pacifiquement, devant le vote populaire, le "ring" qui nous gouvernait, il y a trois jours encore.

Mais, en France, il en est tout autrement. Les oppositions y prennent un caractère révolutionnaire; elles ne s'avouent jamais battues; elles s'insurgent contre l'autorité reconnue, contre la loi de la majorité et de la minorité. Quand on ne fait pas ce qu'elles veulent, elles menacent; elles font de l'agitation; elles provoquent des émeutes; elles ont recours à l'intimidation et, s'il le faut, à la force. En fait, les radicaux gouvernent aujourd'hui par la peur.

C'est là, surtout qu'est le danger; c'est ce qui nous fait comprendre l'énormité de la faute commise par la Chambre, quand elle a laissé tomber un cabinet plus ou moins modéré, sous les coups d'une opposition socialiste, plus violente encore dans ses agissements que radicale dans ses aspirations.

Les idées ne sont pas dangereuses en elles-mêmes; elles ne le deviennent que quand le jacobinisme s'en empare et veut les appliquer par la force.

On peut affirmer que la France vient d'entrer dans une crise grave. Si elle n'en sort qu'avec une Chambre haute amoindrie, frappée d'impuissance, sinon complètement annihilée, c'en est fait du régime parlementaire, en ce pays. Mais nous avons confiance dans le Sénat. Il a déjà sauvé la République, il y a sept ans; espérons qu'il la sauvera, une fois de plus, en l'arrêtant sur les bords de l'abîme où la poussent des aveugles et des violents.

Condamné par le tribunal révolutionnaire, Lauzun sourit en recevant son arrêt de mort. Très calme, toute cette journée et le matin de la suivante, il dormit et mangea bien; son visage n'était point altéré. Lorsque l'exécuteur vint le prendre, il commençait une douzaine d'huitres.

—Citoyen, dit-il, permets-moi d'achever.

Puis, lui offrant un verre :

—Prends ce vin, ajouta-t-il, tu dois avoir besoin de courage au métier que tu fais.

Et il se livra.

LES ATCHINOIS.

L'insurrection qui vient d'éclater dans les établissements hollandais de Sumatra, n'est qu'une phase de la lutte implacable des Atchinois contre les envahisseurs de leur pays. Le même chef qui est aujourd'hui à la tête de la rébellion, la dirigeait en 1878 et en 1883. Toek Oemar,—tel est son nom,—est un homme énergique et instruit, rusé et vaillant, qui a feint de se soumettre pour mieux préparer la guerre et s'armer aux dépens des Hollandais, lesquels lui ont fourni des armes afin de lui permettre de faire la police dans le pays. Réduit à l'impuissance par le blocus, il fit la paix il y a trois ans et, après avoir échoué dans sa docilite hypocrite auprès du gouverneur qui commandait à cette époque, il réussit à tromper son successeur. La situation d'Atjeh est très complexe : on y trouve tous les perfectionnements de la civilisation : tramways, chemins de fer, électricité, à deux pas de la forêt vierge, de la brousse tropicale où chaque liane est en camp retranché. Il n'y a aucun doute à avoir sur le triomphe des Européens : l'insurrection sera dominée. Le Hollandais apporte dans la guerre et l'extermination coloniale le génie arithmétique et commercial qui le caractérise; il fait sans tergiversation tout le mal nécessaire pour arriver à son but.

LES VOIX DE M. COPPÉE.

—Je veux vous décrire une hallucination dont j'ai été l'objet quatre ou cinq fois dans le cours de mon existence, pas davantage.

"C'est toujours quand je suis au lit, et peu de temps après que j'ai éteint la lumière, que se produit le phénomène. J'entends alors distinctement—ou du moins je crois entendre—une voix qui m'appelle par mon nom de famille :

"—Coppée."

"Assurément, je ne dors pas, dans ce moment là ; et la preuve, c'est que, malgré la grosse émotion et le battement de cœur que j'éprouve alors, j'ai toujours—toujours, vous entendez bien,—immédiatement répondu ?

—Qui est là ? Qui me parle ?

"Mais jamais la voix n'a rien ajouté à son simple appel.

"Cette voix, je ne la reconnais pas. Elle ne me rappelle ni la voix de mon père, ni la voix de ma mère, ni celle d'aucune des personnes à qui je fus particulièrement cher, ou que j'ai beaucoup aimées, et qui ne sont plus."

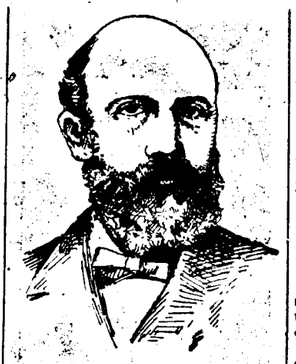
CHOSES D'EGYPTE.

Le rapport de lord Cromer "sur les finances, l'administration et l'état de l'Egypte, et la marche des réformes pendant l'année 1895," est un très remarquable document-statistique. Nous y relevons les chapitres suivants : comptes de l'année 1895,—les fonds de réserve,—évaluations pour 1896,—résultats financiers des quatorze dernières années,—évaluations,—impôt foncier,—contrôle des revenues,—le contrôle géologique,—les dettes du Fellah,—la poste,—le service du sel,—commerce et douanes,—administration de la Daïra,—l'administration des domaines,—l'administration des chemins de fer,—Le chemin de fer à voie étroite de Monsourah à Matarieh,—le chemin de fer de Keneh à Assouan,—l'administration des télégraphes,—le port d'Alexandrie,—l'administration des phares,—les paquebots-poste khedivich,—l'irrigation,—les routes agricoles,—les fournitures d'eau dans les villes,—l'intérieur,—les prisons,—le service de santé,—l'asile d'aliénés du Caire,—l'épidémie de choléra, — Sociétés protectrices d'animaux,—l'armée et le Soudan,—la justice, — l'instruction, — la traite,—le nouveau musée d'égyptologie,—les temples de Philis,—le plan archéologique de la Nubie,—le temple de Karnak,—le nouveau musée arabe —la conservation des monuments arabes,—la conservation des monuments coptes, — conclusions. Lord Cromer dit, à propos du concours pour la construction du musée : "Malheureusement les cinq prix ont été accordés à des architectes français", et, pourne pas répéter le mot "Français", il appelle M. Dourgnon, qui a obtenu le premier prix : "architecte résidant à Paris".

PETITES VERITES.

Pour que les services rendus et reçus ne refroidissent pas l'amitié, il faut que l'un n'ait pas trop de mémoire et l'autre pas trop d'oubli.

Simulé, le dédain trahit chez nous l'envie; sincère, il l'y tue.



Jean Marie Ferdinand Sarrien,

député français, ancien ministre, est né à Bourbon-Lancy, Saône-et-Loire, le 13 octobre 1840. Avocat et maire de sa ville natale, il fut révoqué après le 24 mai 1873. Aux élections du 20 février 1876, il fut élu député, dans la 2e circonscription de Charolles, par 7,925 voix, contre 4.611 obtenues par M. Huet, ancien député sous l'Empire. Il se fit inscrire au groupe de la Gauche républicaine; fut un des 363 députés des Gauches réunies qui, après l'acte du 16 mai 1877, refusèrent un vote de confiance au cabinet de Broglie, et fut réélu le 14 octobre suivant, par 8,736 voix, contre 5,152 obtenues par le même concurrent, devenu candidat officiel, M. Sarrien, prit part, au cours de cette législature, à de nombreuses discussions. Dans les derniers jours, il attacha son nom à un amendement tendant à élever de 15 à 31 millions la subvention de l'Etat en faveur de l'instruction gratuite : combattre par le ministère l'amendement Sarrien fut voté par 333 voix contre 150, le 11 juillet 1881. Aux élections du 21 août suivant, M. Sarrien fut réélu, dans la 2me circonscription de Charolles, par 7,011 voix contre 2,169 obtenus par le candidat d'Extrême gauche. Inscrit sur les listes républicains opportuniste et radicale du département de Saône-et-Loire, aux élections du 4 octobre 1885, il fut l'un des deux candidats élus au premier tour du scrutin, ayant obtenu 74,871 voix sur 135,284 votants. Dans la session de 1884, il fut élu président de la commission du budget, en remplacement de M. Rouvier, nommé ministre des finances. Le 6 avril 1885, il fut lui-même nommé ministre des postes et des télégraphes dans le cabinet Brisson. Il donna sa démission avec tous les membres du cabinet, le 28 décembre 1885, et rentra aussitôt, comme ministre de l'intérieur, dans le cabinet de Freycinet, en janvier 1886, puis passa au ministère de la justice le 11 décembre de la même année dans le cabinet Goblet. Il reprit le ministère de l'intérieur dans le cabinet Tirard du 12 décembre 1887, qui ne dura que trois mois. Aux élections du 22 septembre 1889, faites de nouveau au scrutin uninominal, M. Sarrien se présenta dans son ancienne circonscription et fut réélu, au premier tour, par 9,280 voix, contre 5.088 données au colonel Ponchalon, candidat boulangiste. Redevenu maire de Bourbon et conseiller général pour le canton du même nom, il a été décoré de la Légion d'honneur en 1872.

LE VERBE À LA MODE.

Plusieurs de nos lecteurs, dit une feuille parisienne, nous demandent des renseignements grammaticaux sur le verbe que M. Mesureur vient de mettre à la mode dans les hautes sphères gouvernementales. On ne le trouve, en effet, ni dans Littré, ni dans Bescherelle, ni même dans le Larousse, quoique plusieurs des prédécesseurs de M. Mesureur aient collaboré à ce grand ouvrage. Le Dictionnaire de l'Académie n'en fait pas davantage mention, et lorsque le fameux dictionnaire historique en sera à la lettre F.... si M. Mesureur existe encore à ce moment-là, ce que souhaitent tous les amateurs de saine gaieté et de bonne plaisanterie, c'est à lui que l'Académie devra nécessairement s'adresser pour tout ce qui concerne ce mot.

"Le verbe de M. Mesureur—car on ne l'appelle plus autrement—se conjugue-t-il suivant les règles ordinaires de la grammaire ? nous écrit une jeune fille. L'emploie-t-on à tous les temps et à toutes les personnes ?"

Pas absolument, mademoiselle. Son emploi le plus général est à la première personne de l'indicatif présent. C'est sous cette forme que le célèbre grammairien qui occupe le ministère du Commerce s'en sert le plus habituellement. Par exemple: "Je me f.... de la reconstruction de l'Opéra-Comique", écrivait récemment M. Mesureur à un électeur infidèle.

Mais l'indicatif présent peut se conjuguer jusqu'au bout :

Je me f....s de l'Opéra-Comique.
Tu te f....s de tes électeurs.
Il se f....t du suffrage universal.
Nous nous f....ons du Sénat.
Vous vous f....ez de nous.
Ils se f....nt du peuple.

L'imparfait est également fort usité dans le langage ministériel. Ainsi :

"M. Mesureur ne se f....ait pas autant de l'Opéra-Comique lorsqu'il briguait le suffrage de ses électeurs."

On emploie beaucoup moins fréquemment l'imparfait du subjonctif; par exemple, M. Mesureur lui-même ne dirait pas :

"....Que je me f....tisse du Sénat ; "Que nous nous f....tissions de la loi.... etc., etc."

Il aurait recours à une périphase plus harmonieuse. Il serait donc préférable, mademoiselle, de n'employer le verbe s'en f....tre qu'avec tact et modération. Et, en réalité, le verbe de M. Mesureur doit rester confiné dans le langage politique. Il faut d'ailleurs lui rendre cette justice, s'il exprime parfaitement l'opinion de M. Mesureur, il n'exprime pas moins bien l'opinion de la majorité des Français sur M. Mesureur et sur ses collègues du ministère.

CHOSES ET AUTRES.

Le baron de Saint-Amand a posé sa candidature aux deux fauteuils vacants à l'Académie française.

Auteur des *Femmes de Versailles*, des *Femmes des Tuileries*, qui forment deux séries des plus intéressantes et de plusieurs autres ouvrages de mérite, M. de Saint-Amand est à la fois un diplomate distingué, un écrivain de talent et homme du monde des plus apprécies.

Ce sont là des titres sérieux à une candidature académique, qui ne peuvent manquer d'être pris en considération par les Immortels siégeant sous la coupole de l'Institut.

Un jour le comte de Laborde reçut la visite du fameux chirurgien Larrey, qui venait lui demander son suffrage pour l'Institut.

—Que n'êtes-vous arrivé plus tôt ? répond l'académicien : je me suis engagé.

—Eh bien ! ce sera pour une autre fois, dit Larrey, prenant son parti ; mais qu'avez-vous donc ? vous me paraissez souffrir ?

—Eh ! oui, j'ai là un rhumatisme qui me désole.

Et le bon M. de Laborde montrait son genou enflé.

—Bah ! bah ! ce n'est que cela ; laissez-moi faire.

Et tirant un bistouri de sa poche, Larrey se mit à charcuter dans le genou du patient : puis souriant, il s'éloigna, pendant que celui-ci poussait des cris de douleur.

Mme Larrey accourt.

—Qu'y a-t-il ?

Larrey lui expliqua l'affaire.

—Mais comment, lui dit-elle, vous êtes-vous laissé prendre d'assaut ?

—Eh ! que voulez-vous ? je lui avais refusé ma voix, pouvais-je lui refuser mon genou ?

Un très joli sonnet inédit de feu Marc Monnier.

Ce sonnet, il l'avait fait tout jeune pour une femme jeune aussi à laquelle il l'envoya alors que poète et inspiratrice étaient l'un et l'autre à l'abri des passions sous la refrodissante neige des cheveux blancs.

Je sais pourquoi son portrait
Me regarde avec tant de charmes ;
C'est qu'elle m'a vaincu sans armes
Et n'a jamais eu mon secret.

Elle n'eut de moi point d'alarmes.
Nul remords, à peine un regret....
Et tout dans mon chagrin discret
A souffert sans montrer ses larmes.

Un jour,—quand je serai trop vieux—
Je lui mettrai devant les yeux
Cette fleur que nul ne vit naître,

Et doucement je lui dirai
L'ancien amour, le seul peut-être
Dont elle n'ait jamais pleuré.

Dernier écho du procès Max Lebaudy.

Le journal de M. Ulric de Civry, *l'Echo de l'Armée*, vient d'être acheté 9,000 francs par notre confrère M. Emile Massard. L'ameublement des bureaux de la place Vendôme avait à lui seul coûté 40,000 francs.

Le rédacteur en chef du journal transformé, dont le premier numéro vient de paraître, est M. Bride, ancien élève de l'Ecole supérieure de guerre, qui vient de quitter très jeune l'armée où il était capitaine d'état-major.

Du Père Millériot, Jésuite célèbre, ce mot bien en situation au moment des récentes fêtes de Pâques.

On sait que l'éminent religieux ne voulait confesser que les hommes et qu'il renvoyait impitoyablement les femmes qui assiégeaient son confessionnal.

—Mais, mon Père, insista un jour l'une d'entre elles, il y a vingt ans que je ne me suis pas confessée.

—Oh ! répondit le Père Millériot, alors c'est bien différent. Entrez, *vous valez un homme.*

DEPECHES Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES ETRANGERES.

Les funérailles de M. Léon Say.

Presse Associée.

Paris, 23 avril—Les funérailles de M. Léon Say, le célèbre économiste politique, ont eu lieu aujourd'hui avec une grande simplicité, conformément au désir exprimé par le défunt.

Mais la plupart des ministres, beaucoup de sénateurs et de députés, une délégation de l'académie, des députations de beaucoup d'autres institutions françaises, et un grand nombre de financiers bien connus, y compris le baron Alphonse de Rothschild.

Inspection de la Cathédrale de Mexico.

Presse Associée.

Mexico, 23 avril—Le délégué apostolique Averardi a procédé à une inspection minutieuse de la cathédrale, des autels et des chapelles. Il a longuement inspecté, en compagnie de son neveu, un peintre, l'église de la Guadeloupe et le portrait miraculeux de la Vierge, afin de déterminer si la couronne primitive appliquée sur la toile a disparu par l'action du temps ou a été enlevée par des individus. Aucune information n'a été donnée.

Le délégué s'occupe avec un grand soin de l'administration financière de l'église, et on croit généralement que ses visites auront pour résultat de nombreuses réformes.

Le gouverneur Craviotot, de l'Etat de Hidalgo, est gravement malade.

Un amendement relatif à la vice-présidence de la république du Mexique a été officiellement promulgué.

Le mariage du duc Patrice de Mac-Mahon et de la princesse Marguerite d'Orléans.

Presse Associée.

Paris, 23 avril—Le mariage religieux du duc Patrice de Mac Mahon, fils du défunt maréchal de Mac Mahon, ancien président de la République Française, et de la princesse Marguerite d'Orléans a été célébré aujourd'hui à Chantilly. La messe a été dite dans la chapelle du château.

La princesse est fille du duc de Chartres et cour du prince Henri d'Orléans.

L'ACTUALITÉ.

POSSIBILITE PRESIDENTIELLE—THOMAS B. REED.

Thomas Brackett Reed, un fils favori du Maine, est né à Portland, Me., le 18 octobre 1839. C'est un diplômé du collège de Bordoin et un avocat distingué. Il y a vingt ans qu'il est au Congrès et a été l'Orateur de la Chambre du Cinquantè-pinquième Congrès.

M. LEON BOURGEOIS.

La Démission du Ministère français.

Séance Mouvementée à la Chambre.

Presse Associée.

Paris, 23 avril—Le cabinet Bourgeois a donné sa démission. Cette démission a été annoncée par le président du conseil à l'ouverture de la séance aujourd'hui. Il s'est retiré avec ses collègues immédiatement après la lecture de l'adresse.

D'après les journaux parisiens, le président Faure a refusé de contresigner le projet de revision de la constitution que M. Bourgeois, le premier ministre, désirait déposer à la Chambre aujourd'hui, à cause de requêtes spéciales faites à la suite du refus du sénat de voter les crédits de Madagascar.

Il est ajouté qu'en présence du refus du président de la République de contresigner ce projet de loi, les membres de la gauche radicale ont résolu de présenter une motion déniant au Sénat le droit d'être le seul interprète de la Constitution, et demandant la convocation de l'assemblée nationale pour trancher les questions en litige.

En annonçant la démission du ministère, M. Bourgeois a contesté au Sénat le droit de renverser un ministère ou d'être le seul interprète de la constitution; mais il a ajouté que par suite de l'impossibilité d'obtenir les crédits militaires pour Madagascar le Cabinet se voyait dans la nécessité de quitter le pouvoir.

Le discours du président du Conseil a été fréquemment interrompu par les cris de "A bas le Sénat" proférés par les membres de l'extrême gauche. Quand les ministres ont qu'ils la salle, des applaudissements prolongés ont éclaté au centre et à droite. Les gauches ont répondu par les cris de: "Chassez le Sénat", "A bas le Sénat."

Le tumulte a duré un certain temps.

Après le départ des ministres, les progressistes ont présenté un ordre du jour affirmant la prépondérance de la Chambre des Députés, et que cette assemblée représente le suffrage universel et une politique de réformes démocratiques.

M. Goblet a déclaré que la conduite du Sénat est inconstitutionnelle et a proposé à la Chambre de se ranger du côté du ministère, qui était résolu à apporter des réformes démocratiques et à forcer le suffrage restreint au respect des droits supérieurs de la Chambre.

M. Lebon a demandé l'ajournement de la discussion.

A la suite de la retraite du ministère, il a proposé au milieu d'un grand tumulte une motion d'ajournement qui a été repoussée par 283 voix contre 268.

La discussion a continué et M. Goblet a annoncé qu'il se rangeait à la proposition de M. Richard.

La première partie de cette proposition, jusqu'au mot suffrage, a été votée par 308 voix contre 284; la seconde par 417 voix contre 37. Plus tard, au milieu d'une grande excitation, la motion entière a été finalement adoptée par 258 voix contre 0.

Plusieurs projets de révision de la constitution ont été déposés et renvoyés à la commission, puis la Chambre s'est ajournée à mardi prochain.

Les ministres se sont rendus à l'Elysée dans l'après-midi. Ils ont eu une courte entrevue avec le président Faure qui a formellement accepté leur démission.

Le chef de l'exécutif consultera demain les présidents du Sénat et de la Chambre des députés au sujet de la formation d'un nouveau ministère.

Pendant la séance d'aujourd'hui, le Sénat a reçu le rapport de la commission sur les crédits de Madagascar et s'est ajourné.

Le différend entre l'Espagne et les Etats-Unis.

Entente Prochaine.

LES COMMENTAIRES DES JOURNAUX.

Presse Associée.

New York, 23 avril—Dépêche de Madrid au *World* :

Le rapport annonçant qu'une entente est sur le point d'être conclue par l'Espagne et les Etats-Unis au sujet de Cuba est reçu favorablement par les cercles financiers et commerciaux, qui ne s'arrêtent pas à s'enquérir de la véracité de la nouvelle si bienvenue.

D'après les rumeurs courantes, le gouvernement espagnol va très prochainement accorder l'autonomie à Cuba, plus complètement que ne l'établissent les diverses lois déjà votées par les Cortès. Le complément de cette mesure sera une réforme du tarif et un traité de réciprocité pour développer le commerce des Etats Unis avec les Indes occidentales espagnoles.

Le *Liberal* dit :

Les mères espagnoles dont les 130,000 fils sont sur le point d'être exposés au climat meurtrier de Cuba pendant la saison des pluies ; les payeurs d'impôts qui appréhendent les conséquences des énormes dépenses nécessitées par le prolongement de la guerre civile et toute la nation accueilleront avec joie la pacification de Cuba par une sincère concession de réformes, que presque tous les hommes politiques espagnols admettent aujourd'hui comme urgentes et inévitables.

Dans beaucoup de cercles, l'opinion est évidemment que la meilleure voie à suivre pour l'Espagne est de s'incliner sous la pression des circonstances avant qu'il ne soit trop tard, et de faire avec bonne grâce ce qui peut être encore fait pour éviter l'indépendance de Cuba, attendu qu'un retard, ou même un délai, apporté à l'octroi de ces concessions tardives pourrait conduire à un conflit avec les Etats-Unis.

D'un autre côté, les journaux chauvins percevant les tendances de l'opinion publique, recommencent une nouvelle campagne anti-américaine.

Le *Heraldo* ouvre le feu en affectant de se lamenter sur la déchéance de la fierté, du patriotisme et de l'enthousiasme populaires, et prédit la perte des colonies de l'Espagne dans le monde entier sous l'influence étrangère.

L'*Imparcial* parle dans le même sens. Il déclare que la nation ne permettra jamais à son gouvernement de s'abaisser devant l'intervention américaine en faveur du home rule dans les Indes occidentales. Ce journal reproche à Senor Maret d'admettre la possibilité de négociations avec le président Cleveland, dont les avances devraient rencontrer un refus clair et décisif.

D'autres journaux suivent l'exemple de l'"Imparcial." Il menacent la monarchie et ses ministres de conséquences terribles s'il n'est pas dit au président Cleveland de s'occuper de ses propres affaires.

Mort d'un Leader Fenian

Presse Associée.

Dublin, Irlande, 23 avril—Une dépêche de Mitchellstown, près de Cork, annonce la mort à cette place du chef fenian J. S. Casey. Le défunt fut un des fondateurs de la Ligue agraire.

Au Camp d'Osman Digma.

Les pertes des Derviches.

Presse Associée.

Souakim, 23 avril—Un arabe arrivé à Souakim du camp d'Osman Digma, à Hiserab, déclare qu'il a vu cent derviches blessés à cet endroit. Il confirme le rapport établissant que plus de cent ennemis ont été tués dans la récente bataille.

Les derviches pressent Osman Digma d'abandonner Thamiankor, à cause de la rareté des vivres.

Il a dépêché des hommes montés sur des chameaux au Khalifa pour demander des instructions.

Plusieurs cheiks subventionnés ont été rayés des listes pour n'avoir pas soutenu les troupes égyptiennes.

Quatre-vingt-septième anniversaire.

Presse Associée.

Canton, Ohio, 23 avril—La joie régnait hier à la vieille résidence de la famille McKinley.

Le major McKinley et sa femme invalide assistaient à une réunion de famille convoquée à l'occasion du quatre-vingt-septième anniversaire de la naissance de sa mère.

Mme McKinley est en excellente santé et gaie, malgré son grand âge. Sous ce rapport, elle ressemble à son défunt mari, qui a dirigé ses affaires jusqu'à sa mort à l'âge de quatre vingt-cinq ans, il y a quelques années.

Il y avait à la réunion d'hier Abner McKinley et sa fille Mabel, de New York; Charles Miller et sa femme, de Canton, des cousins; Mme Osburne, de Youngstown, et Mme Duncan, de Cleveland, sœurs de Mme McKinley mère.

Pendant la fête, des télégrammes ont apporté à Canton la nouvelle de l'instruction aux délégués du Tennessee de voter en faveur de McKinley; de l'élection de délégués en sa faveur dans les districts d'Alliance, de Newark, de Peoria, Illinois, ainsi que la nouvelle établissant que la moitié des délégués du Connecticut est en sa faveur. On a également reçu l'assurance de l'appui de certains délégués nommés dans l'Etat de New York et dans le Michigan.

Interruption des communications télégraphiques avec Bulluwayo.

Presse Associée.—Tous droits réservés.

Captown, 23 avril—Les communications télégraphiques avec Bulluwayo sont coupées à Fig Tree, un petit village situé près de Mangwé, au sud-ouest de la ville. Il n'y a plus aucun moyen de communiquer télégraphiquement avec Bulluwayo, et une grande anxiété règne au sujet de la ville, cernée par 15 000 matabelés.

Une équipe d'ouvriers et un détachement d'éclaireurs sont partis dans la direction de Fig Tree. Les derniers avis reçus de Bulluwayo n'annonçaient aucun changement dans la situation. Aussi espère-t on que l'interruption des communications est due à un accident, ou est l'œuvre d'une bande de maraudeurs matabelés.

Réception au palais de Buckingham.

Presse Associée.

Londres, 23 avril—La princesse de Galles a présidé aujourd'hui au nom de la Reine à une réception au palais de Buckingham. Comme beaucoup de notabilités sont en ce moment à l'étranger, la réception n'a pas été aussi nombreuse qu'à l'ordinaire. Dans la procession, la princesse de Galles était accompagnée de ses deux filles, les princesses Victoria et Maud, du duc et de duchesse de Connaught, et de la duchesse d'Albany.

Parmi les dames présentées, on remarquait la comtesse d'Essex, autrefois Mlle Adèle Beach Grant, de New York.

Pour l'Afrique du Sud.

Presse Associée.

Londres, 23 avril—Des détachements des King's Royal rifles, stationné à Douvres, et des Irish Rifles, en garnison à Brighton, ont reçu l'ordre de se tenir prêts à partir immédiatement pour l'Afrique du sud.

Troubles dans la colonie Allemande de l'Afrique Orientale.

Presse Associée.

Zanzibar, 23 avril—Le chef Mbarukeziz et ses partisans, qui ont causé tant de troubles que plusieurs détachements de troupes alemandes ont été envoyés à Tanga, en prévision de nouveaux soulèvements, se sont enfuis devant les Anglais et ont pénétré sur le territoire allemand. Ils cernent maintenant à Mao le baron Von Wiesman, le gouverneur de la colonie de l'Afrique Orientale.

A Honolulu.

Le départ du Ministre Américain Willis.

Presse Associée.

San Francisco, 23 avril—Le vapeur Australia a apporté ce matin la lettre suivante :

Honolulu, 16 avril. Le ministre des Etats-Unis, M. Willis, s'est embarqué aujourd'hui avec sa famille pour San Francisco.

Son refus de prendre part aux fêtes de l'anniversaire de l'indépendance d'Hawaii, le 17 janvier dernier, a déterminé le gouvernement à exposer l'affaire au secrétaire Olney, par l'intermédiaire du ministre Hatch.

Tout le monde sait que depuis cette époque les relations entre M. Willis et le gouvernement hawaïen n'étaient pas cordiales. Il est établi qu'aucun fonctionnaire du gouvernement n'a été invité à la célébration de l'anniversaire de la naissance de Washington à la légation américaine.

Le croiseur des Etats-Unis, le Pétrel, est arrivé le 13 avril à Honolulu, après un voyage de seize jours de Yokohama.

Le Concord est arrivé du même port ce matin.

Les deux navires prendront une provision de charbon et se rendront à l'arsenal de Mare Island.

A Cuba.

La famine dans le district de Baracoa.

Presse Associée.

La Havane, 23 avril.—La colonne de troupes commandée par le colonel Moncada a engagé le combat avec une bande d'insurgés occupant une position fortifiée à Julia, dans la province de Santa Clara. L'ennemi, qui comptait deux mil le hommes environ, a été délogé et a subi de fortes pertes. Les espagnols ont eu deux hommes tués et huit blessés.

Le cas de Walter Dygert, l'américain emprisonné depuis quelque temps, comme soupçonné d'être Inglesito, le chef rebelle, sera, dit-on, bientôt réglé à la satisfaction de ses amis.

On a annoncé ce matin à la Havane que mille insurgés de la province de Pinar del Rio se sont rendus sans conditions aux autorités espagnoles.

La ville et le district de Baracoa, province de Santiago de Cuba, sont en proie à une horrible famine. Pendant le mois de mars de l'année dernière, neuf personnes seulement sont mortes dans ce district. Mais cette année soixante-et-onze personnes y sont mortes pendant la même période.

On dit qu'un violent mécontentement règne parmi les blancs et les noirs qui composent l'armée rebelle.

Les funérailles de M. Tricoupis.

Presse Associée.

Athènes, 23 avril—Les funérailles de M. Tricoupis, l'ancien premier ministre de Grèce décédé à Cannes, France, le 11 avril, ont eu lieu aujourd'hui.

Conformément à désir du défunt, elles ont été très simples. Le corbillard a été suivi par un immense concours de peuple. Le roi et le prince de la couronne ont assisté à la messe funèbre dite à la Cathédrale.

NOUVELLES AMERICAINES.

M. Cleveland chez M. Harrison.

Presse Associée.

Washington, 23 avril — Le président Cleveland, le secrétaire Merton et M. Miller, commissaire du revenu, ont quitté Washington hier soir à neuf heures, par la ligne du Washington et Ohio, pour Leesburg, Virginie, où ils ont dû passer la journée à pêcher dans la réserve de pêche que possède M. Harrison à cette place. Les pêcheurs ont l'intention de revenir cette nuit à Washington.

M. Cleveland a déjà visité plusieurs fois M. Harrison pour des parties de pêche.

L'Installation de la famille du Président Cleveland à Woodley.

Presse Associée.

Washington, 23 avril—Le Président s'est installé dans sa résidence de Woodley pour la durée du printemps.

Mme Cleveland et ses enfants y résident déjà depuis deux semaines, à cause de la rougeole qui avait fait son apparition à la Maison Blanche. Le Président se rend maintenant chaque soir à sa résidence de campagne.

Exécuté par l'électricité.

Presse Associée.

Sing Sing, Etat de New York, 23 avril—Hermann a été exécuté par l'électricité ce matin à onze heures 21 dans la prison de Sing Sing. Le courant a dû être appliqué deux fois, le médecin présent ayant reconnu la présence d'air dans les poumons après la première décharge.